

## BULLETIN D'INFORMATIONS

N° 3 / AVRIL 2011

Délégation du Parlement européen au BIT Genève.....	1	Publication du BIT sur les causes et conséquences de la grande récession de 2008- 2009 et aux réponses qui ont été apportées.....	8
Débat de haut niveau du Conseil d'administration du BIT sur les « Défis et changements dans le monde arabe ».....	2	Nouveau Manuel sur l'évaluation du volontariat.....	8
Allocution du Directeur général du BIT lors des réunions de printemps 2011 du FMI et de la Banque mondiale .....	3	Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail - 28 avril 2011.....	8
Le défi de la création d'emplois dans les pays du G20: options politiques .....	3	Commentaires techniques de l'OIT sur la proposition de directive européenne sur l'emploi saisonnier des travailleurs migrants.....	8
Le gouvernement flamand signe un nouvel accord de coopération avec l'OIT .....	3	Cours de formation à la « gestion des ONG » par le Centre de formation de l'OIT .....	8
Bachelet fait valoir l'utilité des socles de protection sociale face à la montée des revendications sociales et pour profiter des possibilités de développement économiques .....	4	Réunions prévues .....	9
Contribution de l'OIT à la Conférence sur les Relations industrielles en Europe .....	4	Nous contacter .....	9
L'OIT affirme que des politiques justes et équitables sont la clé d'une reprise économique durable.....	5		
Recommandations pratiques de l'OIT à la Bulgarie pour accélérer une reprise riche en emplois .....	5		
Conférence « Emploi pour la Paix, la Stabilité et le Développement dans la corne de l'Afrique ».....	5		
Exposé du Bureau de l'OIT-Bruxelles sur « La réponse du travail décent de l'OIT à la situation en Afrique du Nord et dans la Corne de l'Afrique » .....	6		
Pour de plus amples informations, consultez le site Internet du bureau de l'OIT à Bruxelles.....	6		
Détection précoce des besoins de qualifications pour une économie à faibles émissions de carbone .....	6		
Audition du CESE sur le développement durable .....	7		
Coopération belge au Développement : Assises sur les « Tendances récentes dans les efforts internationaux en matière de développement » .....	7		

### Délégation du Parlement européen au BIT Genève



Une délégation de haut niveau de la commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen (EMPL) a rendu visite au BIT les 21 et 22 mars 2011 au cours de la séance plénière du Conseil d'administration (CA). Avec Mme Pervenche Berès, présidente de la Commission EMPL, à sa tête, la délégation était composée des coordinateurs de plusieurs groupes politiques et d'assistants.

La présidente de la commission EMPL est intervenue dans la discussion « Surmonter la crise mondiale » du groupe de travail du Conseil d'administration du BIT sur la dimension sociale de la mondialisation. Elle a fortement apprécié le rôle joué par le BIT dans la promotion d'une optique axée sur le travail décent pour surmonter la crise, en s'attaquant aux inégalités sociales et en renforçant la cohésion politique notamment par le biais de la coopération BIT-FMI et du rôle de l'OIT au sein du G20.

La délégation a également rencontré J. Somavia, directeur général de l'OIT. Ils ont eu des échanges de vues avec la directrice régionale de l'OIT pour l'Europe et l'Asie centrale, avec les directeurs exécutifs, avec les experts du BIT ainsi qu'avec les partenaires sociaux sur un grand nombre de questions relevant directement de la coopération OIT-UE comme l'emploi et la crise économique et financière, les normes du travail et le marché intérieur, la migration de travailleurs, le socle de protection sociale et les travailleurs domestiques.

### Débat de haut niveau du Conseil d'administration du BIT sur les « Défis et changements dans le monde arabe »



Des dirigeants de pays arabes se sont réunis le 21 mars lors d'une session du Conseil d'administration du BIT consacrée aux moyens d'assurer un avenir plus équitable dans le monde arabe, qui allierait une croissance durable, des emplois et une protection sociale et le respect des droits fondamentaux au travail. Le débat a été ouvert par le Directeur général du BIT, J. Somavia, qui a évoqué sa récente visite en Egypte, et suivi par les interventions du Dr Ahmed El-Borai, ministre de la Main-d'œuvre et des Migrations d'Egypte, de M. Habib Youssfi, Président de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA) et de M. Abdesslem Jerad, Secrétaire général de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT).

L'un des buts du débat de haut niveau sur les « Défis et changements dans le monde arabe » était de mettre en lumière le rôle et les actions de l'OIT et de ses composantes dans le processus de renouveau afin que les changements qui en découlent répondent aux préoccupations fondamentales des gouvernements, des employeurs et des travailleurs, comme de la société tout entière, en matière de travail décent. Cela s'applique également à l'action de l'UE dans la région, à la suite de la communication conjointe de la Commission européenne et du haut représentant de l'UE le 8 mars 2011 sur le partenariat pour la démocratie et une prospérité partagée avec les pays du sud de la Méditerranée.

### Allocution du Directeur général du BIT lors des réunions de printemps 2011 du FMI et de la Banque mondiale



Chaque année au printemps, Washington accueille des milliers de représentants et responsables gouvernementaux, des représentants du secteur privé et de la société civile et des membres des médias à l'occasion des Réunions de printemps de la Banque mondiale et du FMI. Le Directeur général du BIT, Juan Somavia, a fait une [allocution](#) devant le Comité monétaire et financier international et le Comité du développement. M. J. Somavia demande un ajustement des politiques macro-économiques axées sur les droits et les emplois « Si les pays veulent suivre une voie plus équitable, durable et équilibrée, les politiques macro-économiques devront également cibler la création d'emplois sur la base de priorités. C'est le principal défi politique auquel nous serons confrontés dans le monde en 2011 ».

### Le défi de la création d'emplois dans les pays du G20: options politiques

Un séminaire d'experts de haut niveau du G20 sur les politiques d'emploi a été organisé à Paris sous la présidence française du G20 le 7 avril. Durant ce séminaire, la contribution du BIT s'est axée autour des différentes options politiques de [création d'emploi dans les pays du G20](#).

### Le gouvernement flamand signe un nouvel accord de coopération avec l'OIT



Le Ministre-président du gouvernement flamand, M. Kris Peeters, a signé un nouvel accord de coopération avec l'OIT le 21 mars. Une délégation flamande tripartite de haut niveau a assisté à la cérémonie de signature: étaient notamment présents M. Philippe Muyters, ministre flamand des Finances, du Budget, du Travail, de la Ville, de l'Aménagement du territoire et des Sports, de hauts représentants des travailleurs et des employeurs siégeant au Conseil économique et social flamand, ainsi que l'Ambassadeur belge auprès des Nations Unies à Genève.

La Flandre est un partenaire financier de longue date de l'OIT. Le nouvel accord établit un cadre stratégique plus vaste pour la coopération Flandre/OIT et détermine les règles de gestion de toutes les contributions volontaires en provenance du gouvernement flamand. Il va également promouvoir l'Agenda pour le travail décent dans les politiques intérieure et extérieure de la Flandre et faciliter le dialogue entre le gouvernement, l'OIT et les partenaires sociaux.

La principale modalité de financement utilisée par les partenaires est le Fonds fiduciaire OIT/Flandre à travers lequel le gouvernement flamand fournit des contributions régulières au programme de coopération technique de l'OIT.



### **Bachelet fait valoir l'utilité des socles de protection sociale face à la montée des revendications sociales et pour profiter des possibilités de développement économiques**



La Présidente du [Groupe consultatif sur le socle de protection sociale](#) Groupe consultatif sur le socle de protection sociale, Directrice exécutive d'ONU-Femmes et ancienne Présidente du Chili, Mme Michelle Bachelet, a déclaré que la mise en œuvre de socles de protection sociale pouvait constituer une réponse efficace aux revendications de justice sociale qui se multiplient dans de nombreux pays. En tant qu'oratrice principale d'un [atelier consultatif](#) sur le socle de protection sociale (SPF), organisé au BIT, Mme Bachelet a demandé l'instauration de socles de protection sociale pour répondre, dans de nombreux pays, aux appels en faveur de la cohésion sociale, de la stabilité politique et d'une forte croissance économique. « Le socle est une solution réaliste et durable qui correspond par bien des aspects à la réalité de notre temps avec des pays confrontés à des troubles sociaux de plus en plus fréquents et à une reprise économique lente », a-t-elle déclaré. La CE a présenté à l'atelier le rapport européen 2010 sur le développement traitant de la protection sociale.

Le socle de protection sociale consiste en un ensemble de droits et de transferts sociaux de base, de services essentiels en matière d'emploi, de santé, d'eau et d'assainissement, de nutrition, d'éducation et de soutien aux familles, destinés à protéger, à responsabiliser et à aider les plus défavorisés à sortir de la pauvreté par le travail. Il couvre tant l'économie officielle que l'économie informelle. Les

systèmes de protection sociale devraient être fondés sur un solide socle de protection sociale pour tous. Mme Bachelet se trouvait également à Genève pour présider la deuxième réunion du [Groupe consultatif sur le socle de protection sociale](#). Elle a aussi rencontré le président actuel du G20 (France) et souligné que le socle de protection sociale devrait figurer à l'ordre du jour du G20.

### **Contribution de l'OIT à la Conférence sur les Relations industrielles en Europe**

La Commission européenne publie bisannuellement un [rapport sur les Relations industrielles en Europe](#), qui fournit une vue d'ensemble des relations industrielles au niveau européen pendant les deux années précédentes. Le rapport sur les Relations industrielles en Europe 2010, qui s'articule autour des relations industrielles et du rôle des partenaires sociaux en ces temps de crise économique, a été présenté au cours de la Conférence de l'UE sur les relations industrielles qui s'est tenue à Bruxelles les 17 et 18 mars 2011. Le Directeur du Département de l'intégration des politiques du BIT, M. Stephen Pursey, a ouvert la session sur « Les effets des relations industrielles: surmonter la crise ». L'intégration économique européenne croissante nécessite un marché du travail et des systèmes de protection efficaces, ainsi que des méthodes de dialogue social effectives aux niveaux tant national qu'euro-péen.

Le [pacte « euro plus »](#), vise à renforcer le pilier économique de l'Union monétaire européenne et à atteindre une nouvelle qualité de coordination en matière de politique économique. Entériné les 24 et 25 mars 2011 par le Conseil européen, il souligne l'importance du dialogue social et la nécessité de respecter l'autonomie de la négociation collective.

La promotion et la protection de la négociation collective sont inscrites dans la convention n° 98 de

L'OIT, classée comme convention fondamentale du travail et ratifiée par les 27 Etats membres de l'UE.

### **L'OIT affirme que des politiques justes et équitables sont la clé d'une reprise économique durable**

Dans un document, intitulé « [Pour une reprise durable: des exemples de pays qui innovent](#) », l'Institut International d'Etudes Sociales de l'OIT montre que croissance et équité peuvent aller de pair si le juste équilibre de politiques est mis en place. Plus précisément, les mesures favorisant l'équité peuvent générer de la croissance économique – déjouant la logique selon laquelle le prix de l'équité sociale engendrerait une moindre croissance économique. Le document souligne l'efficacité des projets axés sur l'emploi qui créent plus d'emplois, de meilleure qualité, et améliorent la productivité à long terme.

La note de synthèse paraît en même temps que les études concernant trois pays (le Brésil, [l'Allemagne](#) et l'Indonésie). Ces études comprennent une analyse du comportement adopté par ces pays pendant la dernière crise économique, ainsi que les domaines où subsistent des marges de progression. D'autres études par pays (y compris l'Espagne et la Tunisie) seront publiées dans le courant de l'année.

### **Recommandations pratiques de l'OIT à la Bulgarie pour accélérer une reprise riche en emplois**



Le Pacte mondial pour l'emploi s'intéresse à l'impact social de la crise mondiale sur le marché de l'emploi et présente des politiques orientées vers la

création d'emploi, l'élargissement de la protection sociale, le respect des normes de travail et la promotion du dialogue social, que les pays peuvent adapter à leurs besoins nationaux.

En se basant sur le Pacte Mondial pour l'Emploi, le BIT a préparé [l'Analyse du Pacte Mondial pour l'Emploi: Bulgarie](#) en réponse à la demande d'expertise technique du BIT formulée par les partenaires sociaux et le gouvernement bulgares pour les aider à atténuer les pires effets de la crise sur le marché du travail. L'Analyse pour la Bulgarie examine la situation du pays et formule des orientations politiques. Elle contient des informations dont les décideurs politiques du gouvernement, ainsi que les organisations d'employeurs et de travailleurs, ont besoin pour répondre efficacement à la crise et formuler des politiques à même de promouvoir une croissance créatrice d'emplois.

L'Analyse du Pacte Mondial pour l'Emploi: Bulgarie est disponible en [anglais](#) et en [bulgare](#).

### **Conférence « Emploi pour la Paix, la Stabilité et le Développement dans la corne de l'Afrique »**



La Conférence « Emploi pour la Paix, la Stabilité et le Développement dans la corne de l'Afrique » des partenaires du développement et parties prenantes s'est tenue à Addis-Ababa, Ethiopie, les 11 et 12 avril 2011. Cette conférence interactive de haut niveau, organisée conjointement par la Commission de l'Union Africaine (CUA), le BIT et l'Autorité Intergouvernementale du Développement (IGAD),



a réuni des Vice-Présidents, des ministres du Travail ainsi que des représentants d'organisations d'employeurs et de travailleurs de Djibouti, d'Érythrée, d'Éthiopie, du Kenya, de Somalie, du Soudan, du Sud Soudan et d'Ouganda.

Plus de 120 participants, parmi lesquels des délégués de l'Union européenne et du Bureau de l'OIT à Bruxelles, ont débattu d'une stratégie régionale pour la Corne de l'Afrique - élaborée par la CUA, le BIT et l'IGAD - intitulée « Emploi pour la Paix, la Stabilité et le Développement » s'appuyant sur un « [triangle vertueux](#) » formé par la création de possibilités d'emplois, la protection sociale des plus vulnérables et l'autonomisation des personnes et des communautés.

Les objectifs clés de ce processus de dialogue comprenaient la recherche d'un consensus autour de la stratégie régionale pour la Corne de l'Afrique récemment conçue ; l'encouragement à la participation à la mise en œuvre fructueuse de la « feuille de route » par les parties prenantes; et la promotion du concept de « triangle vertueux », à savoir la création d'emplois, l'élargissement de la protection sociale et l'autonomisation des personnes et des communautés pour assurer l'emploi pour la Paix, la Stabilité et le Développement dans la région.

### Exposé du Bureau de l'OIT-Bruxelles sur « La réponse du travail décent de l'OIT à la situation en Afrique du Nord et dans la Corne de l'Afrique »



Le mardi 19 avril, l'OIT-Bruxelles a organisé une séance d'information sur « La réponse du travail décent de l'OIT à la situation en Afrique du Nord et dans la Corne de l'Afrique ». M. Jürgen Schwettmann, Directeur régional adjoint du Bureau régional du BIT pour l'Afrique, a exposé les recommandations politiques du BIT pour la région du Maghreb, se concentrant sur l'emploi des jeunes et le dialogue social. M. Schwettmann a également présenté la stratégie régionale de l'OIT « Emploi pour la Paix, la Stabilité et le Développement dans la Corne de l'Afrique »

Pour de plus amples informations, consultez le [site Internet du bureau de l'OIT à Bruxelles](#).

### Détection précoce des besoins de qualifications pour une économie à faibles émissions de carbone

L'OIT mène une recherche sur le recensement des compétences requises pour faciliter une transition harmonieuse vers une économie à faibles émissions de carbone. Cette recherche est cofinancée par la Commission européenne et dirigée conjointement par celle-ci et l'OIT. Un atelier technique de validation définitive de l'accord conjoint CE/OIT sur le « Partage des connaissances dans la détection précoce des besoins de qualifications pour une économie à faibles émissions de carbone » a eu lieu à Bruxelles les 29 et 30 mars 2011.

Lors de cet atelier, le BIT a présenté les résultats de trois rapports préliminaires mis au point dans le cadre du projet : une étude comparative des méthodes d'identification des besoins de qualifications sur le marché du travail dans le cadre de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone; une étude des besoins professionnels et de qualification dans le secteur du bâtiment écologique; et une étude portant sur les besoins professionnels et de qualification dans le secteur des énergies renouvelables. L'atelier a rassemblé environ 40 participants des DGs Emploi et Education, du BIT, du PNUE, de l'OCDE, de l'UNESCO, de la Fondation européenne pour la formation, du Centre européen pour le développement de la formation professionnelle, les partenaires de recherche du projet PERI (Political Economy Research Institute aux USA) et REN Alliance, une association professionnelle fédératrice pour le secteur des énergies renouvelables, des représentants des organisations d'employeurs et de travailleurs, et d'autres experts.

Les débats tenus lors de cet atelier alimenteront les rapports définitifs qui seront publiés dans le courant de l'année.

### **Audition du CESE sur le développement durable**

Les Nations Unies convoquent une conférence sommet mondial sur le développement durable à Rio en 2012. L'UE joue un rôle actif dans le processus de préparation et la Commission européenne vient de lancer une consultation publique de la société civile européenne sur certaines questions clés qui seront abordées dans le cadre de ce Sommet.

Le Comité économique et social européen (CESE), en sa qualité de canal de transmission des points de vue de la société civile européenne, a également

joué un rôle actif dans ce processus. Le 23 mars 2011, il a organisé une audition d'une journée entière pour les participants de la société civile sur l'économie verte et la gouvernance du développement durable. [L'audition](#) « Une Europe plus verte - Un monde plus vert ? » a abordé les questions soulignées dans le document consultatif de la Commission. Lors de cette audition, l'OIT-Bruxelles a fait une présentation intitulée « Comment gérer la transition vers une économie verte ? Emplois verts, pratiques durables de conduite d'entreprise et investissements ».

### **Coopération belge au Développement : Assises sur les « Tendances récentes dans les efforts internationaux en matière de développement »**



La Coopération belge au Développement a choisi les « Tendances récentes dans les efforts internationaux en matière de développement » comme thème central de ses 4èmes [Assises](#) le 4 mai. Les Assises sont un forum annuel ayant pour objectif d'informer à propos des efforts internationaux en matière de développement et de stimuler la réflexion quant aux orientations et programmes politiques belges actuels et futurs. Elles rassemblent des responsables politiques de la coopération au développement, des acteurs gouvernementaux, de la société civile et des universités. Rudi Delarue, le Directeur de l'OIT-Bruxelles, a participé au cours de ces assises à une discussion de groupe sur [un nouveau rôle pour le secteur privé](#).



### **Publication du BIT sur les causes et conséquences de la grande récession de 2008-2009 et aux réponses qui ont été apportées**

Le [livre](#) intitulé – From the Great Recession to labour market recovery: Issues, evidence and policy options (De la grande récession à la reprise du marché du travail: questions, constatations, et options politiques), analyse les causes et les conséquences de la crise mondiale économique et de l'emploi, et propose des solutions politiques à la fois pour les pays développés et pour les pays en développement. Il propose une vue globale des différents aspects de la crise, de la période de pré-crise à l'impact de la récession au niveau du chômage et au niveau social, en passant par les mesures macroéconomiques et les politiques liées au marché de l'emploi mises en place par les différents gouvernements.

### **Nouveau Manuel sur l'évaluation du volontariat**

Le BIT et le « *Johns Hopkins University Centre for Civil Society Studies* » ont mis sur le marché un nouveau manuel visant à aider les services statistiques à travers le monde à suivre l'évolution du nombre, du type et de la valeur du volontariat dans leur pays. Le [Manual on the Measurement of Volunteer Work](#) (Manuel sur l'évaluation du volontariat) trace les toutes premières lignes directrices approuvées au niveau international s'adressant aux services statistiques pour la production de données officielles et fiables sur le volontariat, sur base d'une approche et d'une définition communes.

L'achèvement de ce manuel coïncide avec le 10<sup>ème</sup> anniversaire de l'Année internationale des volontaires (AIV) instaurée par les Nations Unies, qui demandait aux gouvernements d'améliorer leur évaluation du volontariat. Il coïncide également avec le lancement des 10 ans de l'AIV et avec l'Année européenne du bénévolat: 2011.

### **Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail - 28 avril 2011**

Comme chaque année, la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail est célébrée le 28 avril. Cette année, la Journée mondiale s'articule autour d'une approche systémique destinée à prévenir les accidents sur le lieu de travail et autour de la gestion de la Sécurité et Santé au Travail (SST), au moyen d'un outil logique et pertinent, en vue de l'amélioration continue des résultats en matière de SST au niveau de l'organisation. Un [rapport](#) a été rédigé pour servir de toile de fond à ce thème.

### **Commentaires techniques de l'OIT sur la proposition de directive européenne sur l'emploi saisonnier des travailleurs migrants**

Les [commentaires de l'OIT](#) analysent la proposition de directive - en discussion au Parlement européen et au Conseil - à la lumière des normes internationales du travail applicables, y compris les conventions fondamentales, les conventions concernant la sécurité sociale et les recommandations et conventions sur la protection des travailleurs migrants.

### **Cours de formation à la « gestion des ONG » par le Centre de formation de l'OIT**

Un nouveau [cours de formation](#) professionnelle sur la « gestion des ONG » aura lieu au CIF-OIT, à Turin, du 16 au 20 mai 2011. Cette formation est spécifiquement conçue pour le personnel des organisations non-gouvernementales (ONG) travaillant dans différents contextes économiques, culturels, politiques et sociaux. Elle est également utile pour les fonctionnaires gouvernementaux en charge de la surveillance du fonctionnement des ONG et pour le personnel des organismes de développement nationaux et internationaux qui financent ou coopèrent avec des ONG au niveau





Organisation  
Internationale  
du Travail

**Bureau de l'OIT**

*pour l'Union européenne  
et les pays du Benelux*

## **BULLETIN D'INFORMATIONS**

---

N° 3 / AVRIL 2011

de certaines initiatives de développement et de  
défense des droits.

### **Réunions prévues**

[Liste des réunions programmées de l'OIT](#)

### **Nous contacter**

Pour de plus amples informations sur les activités  
de l'OIT, veuillez contacter:

Bureau de l'OIT à Bruxelles  
rue Aimé Smekensstraat 40  
B-1030 Bruxelles  
Belgique

Téléphone: +32 (0)2 736 59 42

Fax: +32 (0)2 735 48 25

E-mail: [ilo-brussels-press@ilo.org](mailto:ilo-brussels-press@ilo.org)

Site internet: <http://www.ilo.org/brussels>